

Un sociologue écrivait en 1992 qu'être jeune et francophone au Québec «semble vouloir dire qu'on peut à la fois défendre sa langue et participer à la culture anglo-américaine». Uli Locher avait constaté que la force d'attraction du français au cinéma, dans les lectures et à la télévision avait connu un recul auprès des jeunes de langue française au profit d'une forme de bilinguisme. Ces mêmes jeunes, pourtant, sont inquiets pour l'avenir de leur langue en Amérique et veulent de tout cœur que le Québec demeure français. En d'autres termes, un jeune d'aujourd'hui va peut-être préférer voir en version originale le dernier Spielberg, ce qui ne l'empêche pas de mesurer la valeur et la fragilité du français dans un monde en mutation.

Cette conscience prend toute son importance au moment où l'on entre dans ce que l'on appelle la civilisation du savoir. Désormais, les sociétés progressent non plus grâce à l'exploitation de leurs richesses naturelles mais grâce à la maîtrise de l'information et à la connaissance. Les pilules et les onguents ne sont, dans l'industrie pharmaceutique, que les emballages d'un savoir. Un savoir qui s'exporte, car l'économie est aujourd'hui mondiale. C'est dans ce contexte de mondialisation et d'informatisation que l'anglais menace car la langue est le véhicule du savoir. Et l'anglais est en train de devenir la langue des sciences, des affaires, de la communication et du divertissement.

L'attitude des jeunes sondés par le sociologue Uli Locher témoigne d'un désir de participer au mouvement du monde, de ne pas se couper de lui tout en parlant français. Célébrer un héritage et le perpétuer, sans pour autant considérer les autres langues, l'anglais au premier chef, comme une source d'aliénation. C'est dire que pour protéger cet héritage, les réflexes ne sont plus forcément les mêmes que ceux de nos parents, qui ont souffert d'être minoritaires, et que les moyens de promouvoir le français diffèrent.

Ces moyens relèvent d'abord de l'attitude individuelle. Comme le disait Jean Bourbonnais, spécialiste montréalais des industries de la langue et directeur d'Alis Technologies, il est déplorable que l'adepte du réseau Internet se résigne à écrire des messages sans accent aigu ni tréma sur le «e» parce que les logiciels qui sont sur le marché ne le permettent pas. C'est, dit-il, l'être humain qui s'adapte à la machine et la langue qui perd de ses subtilités.

Se donner les moyens

Les moyens relèvent aussi des états nationaux, qui peuvent, par l'aménagement linguistique et des lois comme la Charte de la langue française — dont l'utilité ne se dément pas —, concourir à réserver au français la place qui lui revient et ainsi procurer aux francophones une sécurité qui, on le voit bien avec le développement de l'informatique, n'est pas en soi une panacée. Interdire une autre langue n'en altère pas pour autant la force d'attraction, surtout lorsque c'est la langue de la première puissance économique.

À l'heure de la mondialisation, ces moyens se transportent à l'échelle internationale. Les accords commerciaux, quoi qu'on en pense, ont un impact sur la langue. L'ALENA, par exemple, à cause de la libre circulation des produits, peut avoir pour effet d'affaiblir les dispositions de la loi 101 sur l'étiquetage. Cet accord, notamment, ne définit aucun statut spécifique pour le français, pas plus d'ailleurs que pour l'espagnol.

En Europe, les francophones ont découvert la nécessité de doter l'Union européenne de règles pour assurer au français le statut de langue de travail. Aux Nations unies, même si le nombre d'États membres francophones a augmenté, la place du français dans les échanges et dans les documents décroît. Seule une concertation entre les pays où la langue française est parlée peut renforcer son statut.

Une chance inouïe

Ces réflexions nous amènent à la Francophonie. Il s'agit d'une organisation qui est peu connue, même en France. Quarante-neuf États en font pourtant partie. Un seul des pays qui en sont membres comporte une majorité de francophones: la France. Les autres, comme le Canada, la Belgique ou les pays d'Afrique, y participent au nom de minorités, même si le français y a statut de langue officielle. À peine un peu plus du quart des 400 millions de citoyens vivant dans les pays de la Francophonie parlent français.

Cela peut être vu comme un paradoxe. Au contraire, cela peut aussi être vu comme une chance inouïe. La Francophonie ne va pas intéresser les générations qui montent si elle se présente comme un club de nostalgiques ou de frileux qui craignent que leur dialecte commun ne disparaisse de la face du globe. Cette organisation, née à petites doses, à partir de 1952, dans des associations de journalistes ou d'universitaires, jusqu'à devenir assemblée de chefs d'État en 1986, ne doit pas être vue comme un lieu de résistance ou un rempart face aux démons de la mondialisation à l'américaine. Elle doit plutôt se présenter comme une autre expression de la mondialisation, une voie différente d'accès à l'univers.

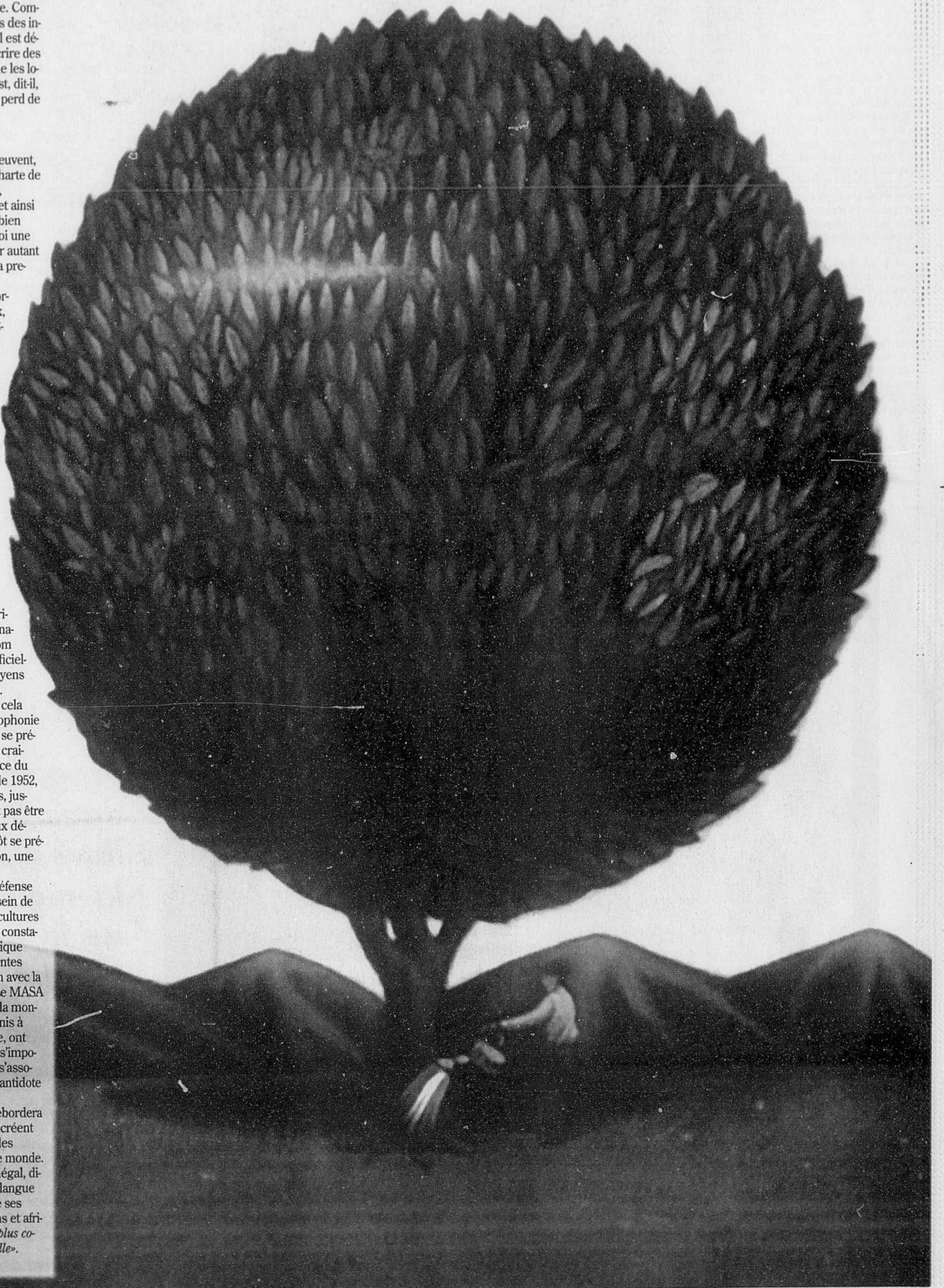
La Francophonie ne peut pas être vouée à la simple défense de la langue française. C'est plutôt une organisation au sein de laquelle le français est la langue qui permet à plusieurs cultures de se côtoyer, de se solidariser, de s'enrichir. Ainsi l'ont constaté les participants au Marché des arts de la scène en Afrique (MASA), en mai dernier. Les spectacles joués en différentes langues locales africaines ne semblaient avoir aucun lien avec la Francophonie, qui en était pourtant le commanditaire. Le MASA célébrait donc le pluralisme et mettait l'Afrique à l'agenda mondial. De même, les chefs d'État et de gouvernement réunis à leur sixième sommet, à Cotonou au Bénin, en décembre, ont compris que le français ne gagnerait pas s'il cherchait à s'imposer sur les autres langues mais qu'il réussirait plutôt en s'associant à elles par la promotion du plurilinguisme comme antidote à l'uniformisation.

Cette association fondée sur une langue commune débordera toujours la dimension culturelle. Les liens qui se tissent créent des solidarités politiques en faveur de la démocratie et des droits de la personne, de l'éducation et de la paix dans le monde.

L'ancien président Léopold Sédar Senghor, du Sénégal, disait que la Francophonie n'est pas assise sur une seule langue mais bien sur cinq grandes langues classiques, puisque ses membres sont asiatiques, arabes, européens, américains et africains. Pour M. Senghor, la Francophonie est «l'essai le plus cohérent et le plus complet de la future civilisation universelle».

Michel Venne

La Francophonie, passerelle pour l'univers



Les incontournables pour comprendre les enjeux de la francophonie!



LES ÉDITIONS HURTUBISE HMH
7350, boulevard Newman
Lafayette (Québec) H8N 1X2
Tél: (514) 364-0323 1-800-361-1664
Télécopieur: (514) 364-7435

Jean-Louis Roy
Secrétaire général de l'ACCT
Agence de coopération
culturelle et technique

JEAN-LOUIS ROY
Mondialisation
développement
ET CULTURE
LA MÉDIATION
FRANCOPHONIE
19,95\$



SEMAINE INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

Programme des activités

Cinquième édition de l'Année francophone internationale

L'édition 1996 de la revue *L'Année francophone internationale* sera lancée le 20 mars prochain à Québec et à Montréal. Depuis la première parution en 1992, cette publication a vu son tirage passer de 2000 à 12 000 exemplaires, tandis que le nombre de pages passait de 167 à 320. « Cette publication annuelle sur la francophonie internationale comble un besoin évident, affirme son fondateur, Michel Tétu, professeur à l'Université Laval. Il était devenu nécessaire de se doter d'un tel instrument pour assurer une présence soutenue de la Francophonie entre ces temps forts qui constituent les sommets bisannuels. »

M. Tétu a graduellement mis en place un réseau de collaborateurs qui regroupe aujourd'hui plus d'une centaine de personnes d'un peu partout à travers le monde, ce qui lui permet de présenter un bilan étendu de ce qui s'est passé, au cours d'une année donnée, dans chacun des pays et régions dits francophones.

L'Année francophone internationale a également accordé, dans ses éditions successives, une place grandissante aux illustrations cartographiques. On peut ainsi identifier d'un coup d'œil les pays participants aux sommets francophones, les pays partiellement de langue française et les pays de langue romane.

La dernière partie de la publication comprend un aperçu des activités d'une douzaine d'associations gouvernementales ou non gouvernementales, un tableau sur l'indice de développement humain dans la Francophonie, une bibliographie regroupant des ouvrages généraux et une liste des principales organisations francophones avec leurs coordonnées.

Le volume sera disponible en librairie à compter du 20 mars, au coût de 18 \$.

Voici quelques-unes des activités auxquelles sera convié le public au cours de la Semaine internationale de la francophonie, du 17 au 23 mars.

À MONTRÉAL Dimanche 17 mars

14 h à 16 h
Ouverture à Montréal de la Semaine internationale de la francophonie. Activité organisée par le Mouvement national des Québécoises et Québécois et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, en collaboration avec le Conseil des communautés culturelles et l'Union des écrivains et écrivains québécois
Théâtre-animation sous le thème « La Francophonie dans sa diversité » et présentation des activités qui auront lieu dans la région de Montréal. Sur invitation.
Information: Suzanne LaFerrière - (514) 527-9891.

Lundi 18 mars 9 h à 12 h

Atelier d'éducation interculturelle organisé par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.
Thème: « Un regard critique sur le cadre de référence culturelle de chacun par rapport à autrui ».
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, 82, rue Sherbrooke Ouest à Montréal. Entrée gratuite.
Information: (514) 843-8851.

Du 18 au 22 mars 10 h

Atelier organisé par TV5, la Télévision internationale et le ministère de l'Éducation en collaboration avec l'École Marguerite-de-Lajammarais.
Thème: « La cabloéducation ».
École Marguerite-de-Lajammarais 5555, rue Sherbrooke Est à Montréal. Entrée gratuite.
Information: Lise Ouimet - (514) 596-5099.

11 h

Ouverture de la Semaine de français 1996 organisée par le Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec, l'Office de la langue française et l'Union des artistes sous le thème: « Le français, c'est bien plus que des mots ».
Bibliothèque nationale du Québec 1700, rue Saint-Denis Montréal
Information: Jack Ligneau - (514) 873-3196.

Mardi 19 mars 17 h 30

Lancement d'une étude par l'Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche (AUPELF-UREF).
Titre: *Sociologie des populations*, de la Collection Universités Francophones (AUPELF-UREF).
Réception vin et fromages.
Restaurant Le Doyen
Centre communautaire, bureau 4422 2332, boulevard Edouard-Montpetit Montréal
Entrée gratuite.
Information: Lucie Parent - (514) 343-6630.

18 h

Conférences d'ouverture du Colloque organisé par l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), en collaboration avec le Conseil de la langue française et la Société royale du Canada, sous le thème « Le français et les langues scientifiques de demain ».
Université du Québec à Montréal Salle Marie-Gérin-Lajoie
405, rue Sainte-Catherine Est (métro Berri-UQAM) Montréal
Entrée gratuite à la séance inaugurale seulement.
Colloque sous le thème: « Le français et les langues scientifiques de demain », les 20 et 21 mars.
Coût: 205 \$ pour les deux jours.
Information: Germain Godbout - (514) 849-0049.

Mercredi 20 mars 12 h 30

Déjeuner-causerie organisé par l'Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche (AUPELF-UREF).
Dans le cadre du colloque de l'ACFAS.
Philippe Ducray traitera du thème: « La Francophonie scientifique face à la mondialisation ».
Hôtel des Gouverneurs, Salon La Capitale
Place Dupuis
1415, rue Saint-Hubert Montréal
Coût: 25 \$
Information: Lorraine Tellier-Cohen - (514) 343-7232.

18 h

Soirée internationale de la Francophonie organisée par l'Union française en collaboration avec les services culturels du Consulat de France

et la Ville de Montréal.
Réception et soirée dansante, activités orientées vers trois thèmes: le rapprochement interculturel en français; les nouveaux arrivants francophones; l'Union française, un centre communautaire qui vise à rassembler les francophones.
Sur invitation.
Information: Jean-Pierre Desprez - (514) 845-5195.

Jeudi 21 mars 12 h à 14 h

Déjeuner-causerie organisé par le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM).
Thème: « Le français dans l'Internet ».
Conférencière: Louise Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications, responsable de la Charte de la langue française.
Hôtel Westin Mont-Royal Montréal
Coût: 50 \$, sur réservation seulement. Information: Pauline Leclerc - (514) 523-7520

Vendredi 22 mars

Déjeuner-causerie organisé par le Comité national du Forum francophone des affaires.
Information: Denise Cadieux - (514) 849-4572

13 h 30 à 16 h 30

Séminaire organisé par l'Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche (AUPELF-UREF).
Thème: « La mobilité interuniversitaire au sein de la Francophonie ».
Salle Marie-Gérin-Lajoie, J-M 400 Université du Québec à Montréal - Pavillon Judith-Jasmin
405, rue Sainte-Catherine Est (métro Berri-UQAM) Montréal. Entrée gratuite.
Information: Jocelyne Méthot - (514) 343-6630

À QUÉBEC Dimanche 17 mars

11 h
Ouverture officielle de la Semaine internationale de la francophonie.
Déjeuner-buffet, activité organisée par la Société nationale des Québécoises et des Québécois de la Capitale, en collaboration avec l'Association des retraités et retraitées de l'enseignement du Québec et la régionale de Québec de l'Association Québec-France.
Restaurant Le Parlementaire
Hôtel du Parlement, Québec

Coût: 20 \$. Information: Henri Laberge - (418) 640-0799 - ou Irène Bellet - (418) 877-0446.

13 h 30 et 15 h

Spectacle « Baafila » ou la rencontre des cultures, rythmes et traditions (musiciens québécois et danseur africain) présenté par le Musée de la Civilisation.
Hall du Musée de la Civilisation
85, rue Dalhousie Québec (Québec)
Entrée gratuite.
Information: Hélène Pagé - (418) 643-2158.

Mardi 19 mars 9 h 30 à 12 h 30

Table ronde organisée par le Consulat général de France.
Thème: « La langue française et la science ».
Entrée gratuite.
Musée de la Civilisation - auditorium II
85, rue Dalhousie Québec
Information: Jean-Claude Duthion - (418) 694-1573.

19 h 30

Table ronde organisée par la section de Québec de l'Association québécoise des professeurs de français (AQPF) sous le thème: « Les possibilités et les limites des technologies de l'informatique dans l'enseignement du français ».
Musée de la Civilisation, Auditorium II
85, rue Dalhousie Québec. Entrée gratuite.
Information: Chrystiane Lahaie ou Georges Desmeules - (418) 872-9366.

Mercredi 20 mars 17 h

Lancement officiel de *L'Année francophone internationale, édition 1996* et Lancement du nouveau site WWW (World Wide Web) sur Internet, dédié à la francophonie nord-américaine. Représentation de la pièce *Gramma's Fine - La Sagouine louisianaise* de Richard Guidry (durée: 30 minutes).
Sous la présidence de Sylvain Simard, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie.
Hall Emile-Nelligan
3^e étage
Pavillon de Koninck
Université Laval
Sainte-Foy. Entrée gratuite.
Information: Jacques Lefrançois - (418) 656-5772.

Vendredi 22 mars 13 h 30

Table ronde organisée par le Musée de la Civilisation.
Thème: « Le français dans les arts et les médias au Québec ».
Musée de la Civilisation Auditorium II
85, rue Dalhousie Québec
Entrée gratuite (réservation et laissez-passer nécessaires).
Information: (418) 643-2158.

Samedi 23 mars 14 h à 17 h

Table ronde organisée par la Maison internationale de Québec en collaboration avec le Centre multiethnique de Québec.
Thème: « Qu'est-ce que le fait de parler français comporte pour nous, selon nos différentes origines? »
Musée de la Civilisation Auditorium II
85, rue Dalhousie Québec
Entrée gratuite.
Information: Albert Doutreloux - (418) 681-3455 - ou Michel Dô - (418) 659-2462.

18 h 30

Conférence organisée par l'Association des universitaires français de la région de Québec (AUFREQ).
Gaston Cholette traitera du thème: « L'action internationale du Québec dans le monde francophone en matière linguistique de 1961 à 1995 ».
Université Laval Pavillon Abitibi-Price
Salle 1116
Sainte-Foy
Entrée gratuite.
Buffet sur réservation: 18 \$.
Information: André Desmarts - (418) 623-4627 - ou Anny Fages - (418) 527-5128.

19 h

Clôture officielle de la Semaine internationale de la francophonie.
Goûter, spectacle et bal populaire.
Activités organisées par le Festival 1^{er} Reg'Art avec la collaboration de la Table de concertation de la Francophonie et du Musée de la Civilisation. Vin d'honneur offert par le Consulat général de France.
Hall du Musée de la Civilisation 85, rue Dalhousie Québec
Coût: 15 \$. Information: Renaud Blais (418) 688-1604.

Francophonie
SEMAINE INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE
vivante
17 au 23 mars 1996

ORGANISÉE PAR
LE CONSEIL DE LA VIE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE

INFORMATION : 56, RUE SAINT-PIERRE, 1^{er} ÉTAGE, QUÉBEC, (QUÉBEC) G1K 4A1 • TÉL.: (418) 692-1150

TABLE DE
CONCERTATION
DE LA
FRANCOPHONIE



Programme disponible dans les caisses populaires participantes de la région de Québec et de la grande région de Montréal, ainsi qu'au:

Conseil de la vie française en Amérique
56, rue Saint-Pierre
1^{er} étage, Québec
(418) 692-1150

Sites Internet:

afides@edupac.qc.ca

ou

http://lwww.gouv.qc.ca/français/minorg/museciv

• SEMAINE INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE •

Semaine de fête pour la Francophonie

RACHEL DUCLOS
COLLABORATION SPÉCIALE

Le français, vivant, riche et coloré, qui vit, survit et s'enrichit, ça se fête. Les célébrations de la Semaine internationale de la francophonie ont lieu cette année du 17 au 23 mars sous l'égide du Conseil de la vie française en Amérique.

Des conférences et des activités de toutes sortes se dérouleront à Montréal, Laval, Québec, Saint-Hyacinthe et Sherbrooke. Ainsi, il sera possible d'assister à des conférences portant entre autres sur la langue française et la science ou les filles du roi en Nouvelle-France. Des déjeuners-causeries accueilleront des conférenciers de prestige. Des spectacles auront lieu. La basilique de Québec accueillera *Feux sacrés*, un spectacle son et lumière présenté par la Corporation du patrimoine et du tourisme religieux de Québec.

L'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) profitera, elle, de la Semaine internationale de la francophonie pour tenir un colloque, en collaboration avec le Conseil de la langue française et la Société royale du Canada, sous le thème «Le français et les langues scientifiques de demain». Les écoliers, quant à eux, seront invités à participer, dans leur école, à une multitude d'activités.

Quatrième édition

La Semaine internationale de la francophonie existe depuis 1993. Elle s'appelle alors Fête de la francophonie. L'année suivante, elle a été baptisée Semaine de la franco-

phonie. On lui a ajouté le qualificatif «internationale» en 1995 pour souligner la participation aux festivités de la France, de la Belgique et de plusieurs pays africains. «Il faut que nous sentions qu'au Québec, les francophones ne sont pas isolés mais qu'ils font partie d'un grand ensemble francophone de 49 pays et gouvernements qui ont le français en partage», souligne Esther Taillon, présidente de la Table de concertation de la francophonie — un regroupement qui organise la Semaine internationale de la francophonie — et ancienne directrice du Conseil de la vie française en Amérique (CVFA).

Le CVFA est un organisme privé sans but lucratif qui vise à entretenir des liens entre les francophones du continent. C'est lui qui a mis sur pied la Table de concertation de la francophonie. L'organisme, dont le siège social est à Québec, a vu le jour en 1937. Il prenait alors la relève des Comités de la survivance française du début du siècle. Le rôle du CVFA s'est modifié au cours des ans. Il a tout d'abord travaillé directement avec les gens, puis il s'en est éloigné à mesure que des organismes locaux et régionaux prenaient le relais. Le CVFA regroupe des francophones de partout en Amérique: la Louisiane, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Angleterre et, bien entendu, le Québec.

Les principales activités du CVFA sont la publication annuelle du *Répertoire de la vie française en Amérique*. L'annuaire, qui en est à sa trentième édition, est le plus exhaustif qui existe. Il contient 2000



Les Québécois francophones font partie d'un ensemble de 49 pays et gouvernements qui ont le français en partage.

inscriptions d'organismes internationaux, nationaux, régionaux et locaux reliés à la francophonie ou engagés dans la poursuite d'objectifs culturels, de défense des droits, de promotion et de liaison pour un milieu de vie en français.

La difficulté des francophones à préserver leur langue, noyées comme ils le sont dans la mer anglophone

de l'Amérique, préoccupe grandement le CVFA. «Il ne faut pas regarder les chiffres qui concernent l'assimilation de trop près, commente Mme Taillon, c'est décourageant. Il faut donc encourager les liens entre les francophones d'Amérique.»

Le CVFA octroie chaque année le prix littéraire Champlain qui vise à encourager la production littéraire

des francophones, en particulier hors Québec. Mais la littérature n'est pas l'unique champ d'activité du CVFA. Les francophones du Canada anglais ont parfois, c'est connu, de la difficulté à obtenir certains services en français alors qu'ils y auraient droit. Un groupe au sein du CVFA s'occupe alors de l'aspect juridique de ce type de problème. Le CVFA a également contribué à produire, en collaboration avec l'Université Laval, une carte de la population de langue française aux États-Unis.

Le CVFA publie également un bulletin trimestriel de liaison, *Le Franc-Contact*. La publication vise à établir des liens entre les francophones d'Amérique.

La Table de concertation

La Table de concertation de la francophonie, créée en 1992, est parainée par le CVFA. On y retrouve entre 50 et 60 groupes, organismes et institutions soucieux du français et désireux de pousser à la roue pour organiser des activités lors de la Semaine internationale de la francophonie. Une vingtaine de collaborateurs s'impliquent en outre ponctuellement dans une activité de la Semaine internationale.

Il arrive parfois, et même de plus en plus, que la Table de concertation prenne position dans certains dossiers. Elle a par exemple signé une pétition, l'année dernière, en vue de baptiser l'autoroute 40 du nom de Félix-Leclerc. Ce sont ses membres qui soumettent leurs suggestions à la Table, qui les appuie ou non.

La Table de concertation de la francophonie a vu le jour à Québec.

Il y en a maintenant une à Montréal et bientôt, Saint-Hyacinthe et Sherbrooke auront les leurs.

Ce qui réunit les représentants des différents organismes autour de la Table, croit Mme Taillon, «c'est leur goût de fêter la francophonie». C'est aussi une bonne façon de créer des liens. «Les gens voient qu'ils ne sont pas seuls à faire ce qu'ils font. Ils découvrent d'autres associations. Ça crée des liens de concertation d'un grand intérêt, dit Mme Taillon. Ils partagent leurs ressources, leur expérience et leurs compétences.»

Le mandat de la Table reste souple. «Nous avons le mandat que les membres nous donnent», explique Mme Taillon.

Les activités d'ouverture et de clôture de la Semaine internationale de la francophonie sont mises sur pied par les organismes membres de la Table de concertation, mais à tour de rôle, afin que chacun puisse y mettre du sien. Ainsi, cette année, le déjeuner-buffet d'ouverture, qui se tiendra à Québec le 17 mars, est organisé par la Société nationale des Québécois et des Québécoises de la Capitale, en collaboration avec l'Association des retraitées et des retraités de l'enseignement du Québec et la régionale de Québec de l'Association Québec-France. La clôture, soit un goûter avec spectacle et bal populaire, se tiendra le samedi 23 mars au Musée de la Civilisation de Québec. Elle est organisée par le Festival 1^{er} Reg'Art avec la collaboration de la Table de concertation de la francophonie et le Musée de la Civilisation de Québec.

PAYS ET GOUVERNEMENTS DE LA FRANCOPHONIE

	Population	Francophones ¹
Belgique (Royaume de)	10 080 000	4 500 000
Bénin	5 370 000	470 000
Bulgarie	8 400 000	8 400
Burkina Faso	9 900 000	610 000
Burundi	6 120 000	165 000
Cambodge	9 500 000	10 000
Cameroun	12 800 000	1 940 000
Canada	29 300 000	6 290 000
Cap-Vert	380 000	500
Centrafrique	3 210 000	140 000
Comm. fr. de Belgique	4 500 000	4 500 000
Comores	630 000	35 000
Congo	2 510 000	770 000
Côte-d'Ivoire	13 800 000	3 630 000
Djibouti	520 000	29 000
Dominique	85 000	1 000
Egypte	57 600 000	215 000
France	58 000 000	56 800 000
Gabon	1 020 000	300 000
Guinée	6 560 000	355 000
Guinée-Bissau	1 050 000	1 000
Guinée équatoriale	380 000	500
Haiti	7 030 000	570 000
Laos	4 730 000	4 000
Liban	2 860 000	894 000
Luxembourg	380 000	300 000
Madagascar	14 300 000	1 060 000
Mali	10 600 000	890 000
Maroc	26 600 000	4 610 000
Maurice	1 100 000	270 000
Mauritanie	2 200 000	120 000
Moldavie	4 370 000	175 000
Monaco	30 000	27 000
Niger	8 600 000	520 000
Nouveau-Brunswick	760 000	223 000
Québec	7 280 000	5 650 000
Roumanie	22 700 000	1 000 000
Rwanda	5 200 000	210 000
Sainte-Lucie	150 000	2 000
Saint-Thomas et Prince	125 000	1 000
Sénégal	8 060 000	720 000
Seychelles	71 000	5 000
Suisse	7 000 000	1 342 000
Tchad	6 250 000	150 000
Togo	4 000 000	680 000
Tunisie	8 730 000	2 370 000
Vanuatu	165 000	45 000
Viêtnam	72 600 000	70 000
Zaire	42 800 000	1 740 000

1 — Personnes utilisant quotidiennement le français. Cette donnée ne tient pas compte du nombre de francophones occasionnels.



Au Québec, notre situation d'unique État francophone en Amérique nous a forcés à développer, depuis une trentaine d'années, d'incomparables compétences en matière de communication. Elle a forgé notre volonté d'être reconnus dans nos différences en plus de nous pousser à nous ouvrir et à tendre la main à ceux et celles qui nous ressemblent. Ces particularités nous interpellent: nous avons l'obligation de protéger et de sauvegarder notre originalité.

Les gens d'ici ont acquis la profonde conviction qu'il faut faire de la solidarité francophone la pierre d'assise de l'insertion du Québec dans la communauté des peuples et des cultures.

Cette année, la Semaine internationale de la francophonie nous offre la possibilité de discuter d'une réalité qui nous est propre: comment la francophonie atteint, influence et façonne toutes les Québécoises et tous les Québécois.

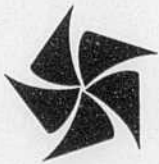
J'exprime le souhait que nous saurons profiter de ce lieu d'échanges pour nous enrichir des expériences et des enseignements des francophones du monde entier. Ce sera l'occasion de nous solidariser avec eux et de montrer qu'au Québec, plus que jamais, la francophonie est bien vivante.

Québec

Lucien Bouchard
Premier ministre du Québec



L'Institut de l'Énergie est un organe subsidiaire de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT), organisation intergouvernementale de la Francophonie.



INSTITUT DE L'ÉNERGIE DES PAYS AYANT EN COMMUN L'USAGE DU FRANÇAIS (IEPF)

Notre mission est le renforcement des capacités des pays de l'espace francophone à gérer rationnellement le secteur énergétique et à produire, distribuer et utiliser l'énergie de manière efficace.

L'Institut publie une revue trimestrielle d'échanges et d'information, *Liaison Énergie-Francophonie*, ouverte à tous les partenaires de l'espace francophone.

56, rue Saint-Pierre, 3e étage, Québec (Québec) G1K 4A1 CANADA
Téléphone: (1-418) 692-5727 Télécopie: (1-418) 692-5644

LA SÉRIE 03 • LANGUE FRANÇAISE DU DOCTE RAT VOUS PROPOSE :

- plus de 1000 questions « rat-oureuses » sur tous les aspects de la langue française ;
- une pléiade de personnages pince-sans-rire : Grand-mère Françoise, Bill Brodeur, Lison du Bouquin, Robert Labrousse, Grosso Modo et bien d'autres ;
- une belle occasion de renouveler votre banque de questions du Docte Rat.

COMMANDE POSTALE
Envoyez un chèque ou un mandat de 25 \$ (taxes incluses) à :
Productions Ludica inc.
Comptoir postal Duvernay
C.P. 41009
Laval (Québec)
H7E 5M1
Télécopieur : (514) 664-2155



En vente dans les boutiques de jeux et les librairies



• SEMAINE INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE •

ASSEMBLÉE NATIONALE



MESSAGE DE LA DÉPUTÉE DE LA PINIÈRE

Porte-parole de l'Opposition officielle
en matière de Relations internationales
et de Francophonie

À l'occasion de la Semaine internationale de la francophonie, je tiens à saluer le travail remarquable de milliers de Québécoises et de Québécois qui oeuvrent depuis de nombreuses années à faire connaître le Québec et ses potentialités à l'étranger.

Une reconnaissance toute spéciale aux bénévoles et aux organismes non gouvernementaux qui ont fait du Québec un partenaire majeur de la solidarité internationale.

Fatima Houde-Pepin

Fatima Houde-Pepin
Députée de La Pinière

Québec, mars 1996

Hôtel du Parlement
Bureau 2.38
Québec (Québec)
G1A 1A4
Téléphone : (514) 646-7385
Télécopieur : (418) 646-6640

1850, boul. Panama
Bureau 603
Brossard (Québec)
J4W 3C6
Téléphone : (514) 466-0706
Télécopieur : (514) 466-1866

Une nouvelle maturité politique

CLAIRE HARVEY
COLLABORATION SPÉCIALE

Le Canada se félicite de la maturité politique qu'a atteint la Francophonie. À la suite du Sommet de Cotonou, au Bénin, qui a eu lieu en décembre dernier, près de cinquante pays qui ont le français en partage se sont engagés plus fermement dans des actions visant à prévenir les conflits entre les membres. En témoignent les résultats obtenus lors de la septième conférence des ministres de la Francophonie, qui s'est déroulée à Bordeaux à la mi-février.

Ministre responsable de la Francophonie et ministre de la Coopération internationale, Pierre Pettigrew se réjouit du fait que la Francophonie vient de franchir une étape historique. «Les pays francophones sont maintenant capables d'établir un dialogue politique. C'est extrêmement encourageant. C'est une orientation dont le Canada est l'un des principaux artisans. Il n'existait pas dans la Francophonie un dialogue de la même qualité que celui qui prévaut au sein du Commonwealth.»

Le successeur d'André Ouellet fait valoir, par exemple, que la Francophonie a condamné le coup d'Etat au Niger d'une manière responsable, ce qui aurait été impossible auparavant. Pour ne pas s'immiscer dans les affaires internes des autres Etats, les pays francophones passaient généralement sous silence les gestes répréhensibles des dictateurs et des dirigeants militaires lors des sommets et des réunions ministérielles. «Cette condamnation a été abrupte mais pas aveugle, explique-t-il. La France et le Canada, qui sont les deux principaux bailleurs de fonds de la Francophonie, ont décidé de suspendre leurs programmes d'aide humanitaire. En revanche, nous avons offert d'aider ce pays à un retour vers le respect de la démocratie, l'Etat de droit et les droits de la personne.»

Nommé au cabinet du premier ministre Chrétien le 25 janvier 1996, Pierre Pettigrew bénéficie d'une longue expérience en commerce international. Il a notamment dirigé la Commission politique de l'Assemblée de l'OTAN, à Bruxelles, de 1976 à 1978. Il ne cache pas que la Francophonie n'est pas un lieu de médiation. «C'est le rôle des instances de l'ONU et de l'Organisation de l'union africaine (OUA). Parallèlement aux initiatives de ces organisations, la Francophonie peut effectuer un travail de base sur le plan politique, lequel sera très utile», ajoute-t-il.

Egalement responsable de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Pierre Pettigrew croit qu'il est possible d'éviter que des conflits comme ceux qui existent entre Hutus et Tutsis au Burundi et au Rwanda ne dégénèrent. La création au sein de la Francophonie de



Pierre Pettigrew, ministre fédéral responsable de la Francophonie: «Les pays francophones sont maintenant capables d'établir un dialogue politique. C'est extrêmement encourageant.»

tables de concertation qui regroupent des journalistes, des dignitaires et des parlementaires de différents pays devrait permettre d'enrayer la propagation de conflits encore embryonnaires.

Grâce à ses programmes d'aide humanitaire, d'appui à la tenue d'élections libres et de soutien au renforcement d'institutions solides dans le domaine de la justice, la Francophonie contribuait déjà à prévenir des conflits dans des Etats membres. Pierre Pettigrew, qui a assisté aux cérémonies d'investiture du nouveau président haïtien, René Prével, le 7 février dernier, tient à rappeler ce rôle important que jouent le Canada et la France en Haïti.

La Francophonie a d'ailleurs déjà occupé le devant de la scène politique. Au Sommet de la Terre, à Rio, le groupe a soutenu la demande africaine d'une convention sur la désertification. En 1993, à l'île Maurice, il a également appuyé une résolution de la France prônant l'exclusion des industries culturelles des accords du GATT. Désormais, l'organisation en-

tend s'affirmer davantage en choisissant un porte-parole international unique. Un secrétaire général de la Francophonie sera désigné au prochain sommet, qui se tiendra à Hanoï, au Vietnam, en 1997. Cette résolution a été pilotée principalement par le Canada et la France.

Outre cette orientation plus politique, la Francophonie est un ensemble linguistique qui a pour but de resserrer les liens de solidarité et de coopération technique entre les pays membres. Elle fait effectuer le suivi des sommets par le Conseil permanent de la Francophonie, dont le président est le Béninois Emile-Derlin Zinsou. Son autre porte-parole important est le secrétaire de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), le Québécois Jean-Louis Roy. Ces deux instances seront sans doute modifiées lors de la création du Secrétariat général. En outre, la Francophonie comprend d'autres agences francophones comme l'AUPELF-UREF, qui est l'Association des universités d'expression française, et TV5.

Le Québec constitue en Amérique du Nord un solide point d'ancrage de la langue française.

Depuis quatre siècles, la langue française sert de support au développement économique, social et politique, de même qu'au rayonnement culturel des Québécoises et des Québécois.

Ancrée sur les cinq continents du globe, elle continue, par la volonté de ses peuples de vivre en français, de garder une place de choix dans le monde.

En solidarité avec les peuples de la francophonie, le Québec a la responsabilité et le devoir de la promouvoir.

**Au Québec,
comme ailleurs,
vivre en français
demeure
un défi quotidien**



CSN
Confédération
des syndicats nationaux

Le cahier «Semaine internationale de la francophonie» est publié par le quotidien *Le Devoir*.

COORDINATION
Louise-Marie Houle

COLLABORATION
Rachel Duclos
Claire Harvey
Louise Jacques
Claude Lafleur

RÉVISION
Martin Duclos

MISE EN PAGES
Yves d'Avignon

DIRECTION ARTISTIQUE
Roland-Yves Carignan

CONSEILLÈRE PUBLICITAIRE
Marlène Côté

Ne manquez pas
notre cahier
spécial

Le samedi 23 mars

**Commerce
extérieur**

Tombée publicitaire:
le lundi 18 mars 1996

LE DEVOIR

• SEMAINE INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE •

Le rôle du Québec dans la Francophonie

Une présence d'un quart de siècle au sein des différentes associations

CLAIRE HARVEY
COLLABORATION SPÉCIALE

En raison des résultats serrés du référendum, Québec estime que la vraisemblance de la souveraineté est désormais plus qu'évidente chez les pays membres de la Francophonie. De nombreux États ont exprimé leur intérêt vis-à-vis cette cause lors de rencontres bilatérales pendant la septième conférence ministérielle, à Bordeaux, en février dernier.

Selon Sylvain Simard, ministre responsable de la Francophonie et ministre des Relations internationales, les pays francophones ont compris que la situation a évolué et que la souveraineté n'est qu'une question de temps. «Le référendum nous a donné un poids moral supplémentaire, celui d'un État qui sera bientôt souverain. Nous avons acquis une plus grande crédibilité, même si celle-ci ne deviendra tangible que lorsque le Québec sera le 48^e pays de la Francophonie.»

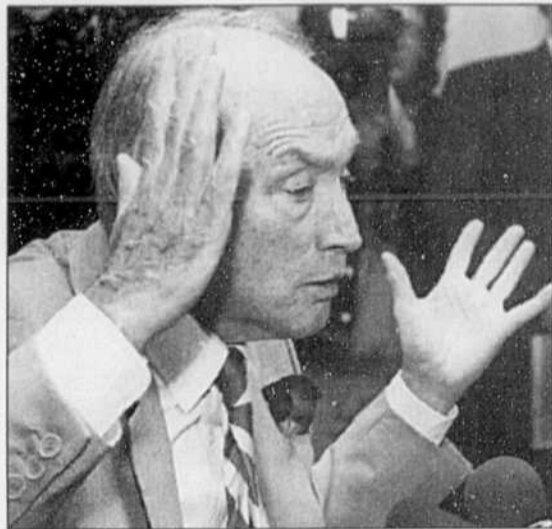
En 1970, lors de la conférence de fondation de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), à Niamey, au Niger, la France a créé le statut de gouvernement participant pour permettre au Québec de participer de plein droit à la Francophonie. Lorsqu'il a été question de la tenue des sommets gouvernementaux, Pierre Elliott Trudeau s'est opposé à la présence du Québec alors qu'elle était pourtant une condition *sine qua non* pour la France. Grâce à l'aide de l'ancien ambassadeur du Canada en France, l'actuel premier ministre du Québec Lucien Bouchard, l'entente a finalement été paraphée en 1985. Elle a mis un terme aux différends qui opposaient le Québec et le Canada au sein de la Francophonie.

En dépit de son statut de province, le Québec a donc été parmi les fondateurs de l'ACCT et il est très actif dans toutes les institutions qui ont vu le jour grâce à cette agence. Il a également été l'un des instigateurs de l'AUPELF-UREF (l'Association des universités d'expression française), dont le siège social est à Montréal. À ce sujet, Sylvain Simard souligne que la présence du Québec, qui remonte à plus de 25 ans au sein des différentes associations de la Francophonie, a débouché sur plusieurs réalisations concrètes, dont TV5.

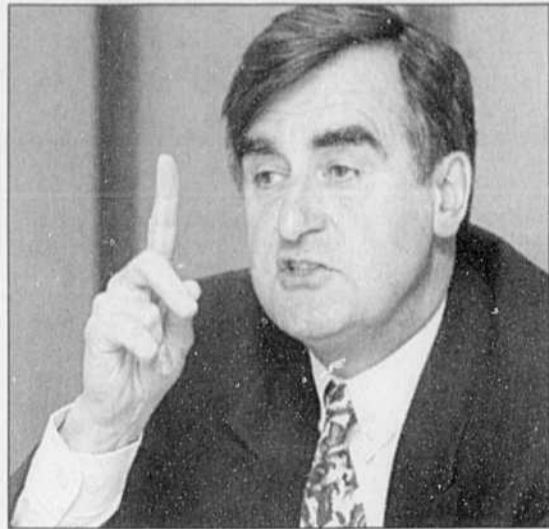
Cela dit, le Québec n'est pas membre à part entière du club francophone comme l'est le Canada, même s'il peut participer de plein droit. Sylvain Simard ne cache pas qu'en théorie la province n'a pas voix au chapitre dans certains domaines, dont les questions internationales. «Le gouvernement québécois intervient essentiellement dans les secteurs qui sont sous sa compétence interne comme la culture, l'éducation et les communications. Dans les faits, cependant, il joue un rôle plus important. Le Québec a été nommé rapporteur des pays de la Francophonie jusqu'au Sommet qui devrait se tenir



Le Sommet de la Francophonie tenu à Québec, en 1987, consacrait l'entrée du Québec comme membre à part entière de l'organisation internationale.



Pierre Elliott Trudeau s'était toujours opposé à la participation du Québec aux sommets de la Francophonie. Le problème fut finalement réglé par Lucien Bouchard, au moment où il était ambassadeur du Canada en France.



à Hanoï, au Vietnam, en 1997. Par conséquent, la délégation québécoise participe à tous les débats.»

En tant que futur pays, le Québec tient à prendre sa place au sein de la Francophonie. «Comme tous les pays membres, nous sommes parfaitement

conscients que c'est au Québec que se trouvent 80 % des francophones en Amérique, expose-t-il. C'est également le seul endroit où il y a une majorité francophone, de sorte que notre voix ne peut pas demeurer silencieuse. Personne ne néglige notre

présence, d'autant plus que le Québec a autorité dans la plupart des domaines de coopération de la Francophonie.»

Bon nombre d'États membres, dont la très grande majorité sont africains, ne sont que partiellement francophones. Sylvain Simard signale donc que l'organisation doit devenir plus visible. «Il faut faire une percée importante sur le plan de la francophonie des peuples. Si nous ne parvenons pas à mieux faire connaître les francophones aux francophones, ils ne comprendront pas pourquoi nous insistons tant pour tisser des liens politiques et économiques», prévient-il.

Le successeur de Bernard Landry tente depuis longtemps de faire avancer la cause francophone. Il a été un des membres fondateurs du Parti québécois. Depuis 1991, il préside la Conférence des peuples de langue française. Professeur agrégé de littérature française à l'Université d'Ottawa, il a également été à la tête du Mouvement national de Québec de 1990 à 1994.

Une inforoute francophone

Sur le plan économique, Sylvain Simard entend multiplier les initiatives, surtout celles qui portent sur le développement des nouvelles technologies de l'information. Le Québec collabore déjà étroitement avec la France sur les inforoutes francophones. Le nouveau ministre entend établir des ponts entre les États du Nord, qui ont besoin de ces nouvelles technologies, et le Québec, qui les possède.

Les chefs d'État ont d'ailleurs lancé la Francophonie sur les inforoutes lors du Sommet de Cotonou, au Bénin. Ils ont décidé de créer une vitrine unifiée du contenu francophone disponible sur Internet. «C'est ce que nous pouvons faire de mieux pour rejoindre les pays en voie de développement, note Sylvain Simard. Brancher des ordinateurs sur un certain nombre de banques de données est de loin plus économique que mettre sur pied d'importantes bibliothèques.»

Pour que ces inforoutes soient accessibles, il faudra aussi développer les réseaux de télécommunications dans le Sud, plus particulièrement en Afrique, où une partie importante de la population n'a jamais utilisé un téléphone. Conscient que la francophonie fonctionne à deux vitesses, Sylvain Simard insiste sur l'importance de resserrer davantage les liens entre les États du Nord et les pays en voie de développement.

Le Québec a également l'intention d'être très actif sur le plan des contenus en français de ces inforoutes. «Notre force est d'avoir une foule d'entreprises dynamiques qui ont un contenu culturel passionnant. Il faut le mettre sur les inforoutes francophones, conclut Sylvain Simard. Tous les pays développés doivent également coopérer afin qu'elles correspondent à la culture de tous les francophones.»

Le Québec sera rapporteur de la Francophonie jusqu'au Sommet de Hanoï en 1997

C'est au Québec que se trouvent 80 % des francophones en Amérique



IL Y A 25 ANS CETTE ANNÉE, LE QUÉBEC FAISAIT SON ENTRÉE SUR LA SCÈNE POLITIQUE INTERNATIONALE EN DEVENANT MEMBRE DE L'AGENCE DE COOPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE (ACCT), SEULE ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE DE LA FRANCOPHONIE. EN 1987, NOTRE PARTICIPATION À LA FRANCOPHONIE ATTEIGNAIT UN SOMMET ALORS QUE LE QUÉBEC ACCUEILLAIT LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS AYANT LE FRANÇAIS EN PARTAGE. AUJOURD'HUI, LA FRANCOPHONIE COMPTE 49 PAYS ET GOUVERNEMENTS ET LE QUÉBEC EST FIER D'APPORTER SA CONTRIBUTION À UN FORUM DONT LE MESSAGE RAPPELLE LA LIBERTÉ ET LA SOLIDARITÉ.

AU MOMENT OÙ LES QUÉBÉCOISES ET LES QUÉBÉCOIS DE TOUS HORIZONS CONJUGENT LEURS ÉNERGIES POUR ATTEINDRE L'EXCELLENCE AVANT DE NOUS AFFIRMER COMME PAYS, IL EST ESSENTIEL DE NOUS RAPPELER QUE NOUS AVONS COMME PEUPLE DES DEVOIRS ENVERS LES AUTRES NATIONS ET PLUS PARTICULIÈREMENT ENVERS CELLES QUI PARTAGENT NOTRE LANGUE ET LES VALEURS QU'ELLE VÉHICULE.

LE VOCABLE «FRANCOPHONIE» A ÉTÉ INVENTÉ PAR UN GÉOGRAPHE FRANÇAIS À LA FIN DU SIÈCLE DERNIER. ET POURTANT, LORS DE L'INAUGURATION DE TV5 QUÉBEC/CANADA EN AOÛT 1988, LE MINISTRE ALAIN DECAUX AVAIT DÉCLARÉ QU'IL ÉTAIT FIER DE PRÉSIDER UNE CÉRÉMONIE DANS UN QUÉBEC QUI ÉTAIT FRANCOPHONE BIEN AVANT QUE LE MOT N'EXISTE. AINSI, PAR-DELÀ LES LIENS QUE NOTRE PEUPLE A CRÉÉS AVEC LES AUTRES AU FIL DES ANS, LA FRANCOPHONIE DEMEURE NOTRE PREMIÈRE FAMILLE ET C'EST SANS DOUTE POUR CETTE RAISON QUE NOUS NOUS Y SENTONS SOLIDAIRES ET TOUT À FAIT À L'AISE.

CHAQUE ANNÉE, LE 20 MARS NOUS RAPPELLE CETTE VÉRITÉ FONDAMENTALE QUE NOUS SOMMES FRANCOPHONES; L'OCCASION NOUS EST AINSI DONNÉE D'APPROFONDIR NOTRE SPÉCIFICITÉ AVEC UNE TOTALE OUVERTURE AUX AUTRES. ET, BIEN SÛR, NOUS AVONS COMME OBJECTIF DE FAIRE DU QUÉBEC LE NOUVEAU PAYS QU'ON AJOUTERA À LA LISTE DES QUARANTE-SIX PAYS FRANCOPHONES DU MONDE.

SYLVAIN SIMARD

MINISTRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA FRANCOPHONIE

Relations internationales
Québec

SEMAINE INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

Le français en déclin au Québec?

Un allophone sur quatre fréquente encore l'école anglaise

CLAIRE HARVEY
COLLABORATION SPÉCIALE

Rien n'indique qu'on maintiendra le poids relatif des francophones au Québec. Le faible taux de fécondité de la population d'origine francophone et l'attrait qu'exerce l'anglais pèsent plus lourd que les progrès réalisés par la langue française auprès des allophones. Doit-on en conclure qu'un déclin du français est probable dans la province?

Pour maintenir le pourcentage actuel, il faudrait que 85 % des allophones qui s'intègrent au Québec adoptent le français. «Or, le français progresse trop lentement, souligne le professeur Charles Castonguay, de l'Université d'Ottawa. La part du français dans l'assimilation des allophones est passée de 30 %, en 1971, à 37 %, aux résultats gonflés du dernier recensement de 1991. La majorité des immigrants, soit 63 %, optent encore pour l'anglais lorsqu'ils décident de parler l'une des deux langues officielles.»

Actuellement,
37 % des
allophones
travaillent
surtout
en anglais,
par rapport
à 58 %
en 1971

Spécialiste de la démographie, Charles Castonguay attribue les gains du français chez les nouveaux venus à la hausse du nombre d'immigrants en provenance de régions où le français a connu une importance historique, comme le Vietnam, le Cambodge et l'Afrique du Nord, ou encore de pays de langue latine, par exemple le Portugal et l'Espagne. Ces immigrants comptaient pour 7 % avant 1966, pour atteindre 53 % entre 1981 et 1986. Le taux d'attraction du français est de 69 % chez les allophones qui sont arrivés au Québec entre 1976 et 1991. Néanmoins, deux allophones sur trois continuent de parler grec, arabe, chinois, etc., à la maison. On est donc encore très loin de l'objectif de 85 %.

Parallèlement à ce phénomène, la part du français chez les allophones nés au Québec a chuté à 25 % depuis 1981, alors qu'elle était d'un tiers en 1971. Outre cette diminution, ce taux se situe également à 25 % chez les allophones qui ont immigré au Québec avant la Révolution tranquille. Or, ces immigrants, de même que leurs enfants nés au Québec, forment un peu plus de la moitié de la population allophone recensée en 1991. Le professeur



La majorité des immigrants optent encore pour l'anglais lorsqu'ils décident de parler l'une des deux langues officielles.

Castonguay note que 75 % d'entre eux choisissent l'anglais, ce qui demeure plus important que le progrès du français chez les dernières cohortes d'immigrants.

Les politiques linguistiques adoptées par le Québec remédient en partie à la situation. Au cours des années 70, les lois 22 et 101 ont obligé les immigrants à fréquenter l'école française. Selon les données du Conseil de la langue française, la proportion des élèves allophones inscrits au secteur d'enseignement en français est d'ailleurs passée de 20,5 % en 1976 à 77,2 % en 1995. En revanche, grâce à des droits acquis, les allophones déjà établis au Québec avant l'adoption de ces lois ont pu continuer d'envoyer leurs enfants à l'école anglaise. Un allophone sur quatre fréquente encore l'école anglaise.

Entretiens, Alliance Québec propose de retourner vingt ans en arrière et de rouvrir la loi 101 pour laisser le libre choix de l'école aux immigrants. Or, les allophones qui fréquentent l'école française ne

parlent guère cette langue dans leur vie quotidienne. Selon le controversé rapport préliminaire du groupe technique sur la situation de la langue française, en général, 82 % de ces élèves utilisent leur langue d'origine à la maison. Lorsqu'ils discutent entre jeunes à l'école mais à l'extérieur des classes, 57 % des échanges se font en français, 25 % en anglais et 18 % dans la langue d'origine. En outre, entre 40 % et 60 % des communications des jeunes immigrants qui ont lieu à l'extérieur de la maison et des classes se font dans une autre langue que le français.

Ce rapport révèle également que les élèves allophones échouent deux fois plus souvent que leurs pairs francophones aux examens de français langue maternelle du secondaire V, soit 30 % contre 16 %. En contrepartie, ils se débrouillent mieux en anglais langue seconde. En fait, 95 % d'entre eux réussissent l'examen, contre 86 % chez les francophones.

Au travail

Même si l'attrait qu'exerce la langue française était plus important auprès des élèves allophones, la majorité des immigrants arrivent au Québec à l'âge de 15 ans et plus. Pour intégrer ces allophones, la langue du travail demeure un facteur important car elle exerce une influence sur leur orientation linguistique. Actuellement, 24 % de tous les allophones travaillent généralement en français, 39 % utilisent surtout le français et 37 % surtout l'anglais. Ces données représentent quand même un progrès parce que la majorité des allophones, soit 58 %, travaillaient surtout en anglais en 1971.

À cela s'ajoute la sous-fécondité des francophones. «À chaque génération, 30 % des enfants manquent à l'appel, signale Charles Castonguay. En 1991, le Québec comptait 350 000 enfants de zéro à neuf ans parlant français de moins qu'en 1961. En demeurant conservateur, on peut prévoir qu'il y en aura 100 000 de moins dans cinq ans. Pour remplacer ces 100 000 enfants francophones, il faudrait franciser tous les cinq ans le même nombre d'allophones. Afin d'y parvenir, il faudrait faire venir 300 000 immigrants, car deux immigrants sur trois n'adoptent pas une des deux langues officielles. Mais notre infrastructure ne nous permet pas d'accueillir ces 300 000 immigrants.»

Les anglophones québécois

L'évolution du bilinguisme chez les anglophones ne permet pas non plus de soutenir la francisation. Le taux de bilinguisme des anglophones au Québec est passé de 36,7 % à 60,7 % entre 1971 et 1991. On parle ici d'une augmentation de quelque 90 370 anglophones bilingues. Pendant ce même laps de temps, le taux de francophones bilingues connaissait une croissance plus modeste de 25,7 % à 31,5 %, ce qui représente quand même un demi-million de plus de francophones bilingues, soit presque l'équivalent du nombre d'anglophones que compte le Québec.

S'il est clair que le régime actuel a contribué à renverser la tendance des immigrants à s'intégrer aux anglophones, il ne pourra toutefois pas empêcher la décroissance de la population francophone au Québec, conclut Charles Castonguay. «À défaut d'une véritable politique familiale, ça va aller assez vite. Il faut parler de disparition tendancielle.»

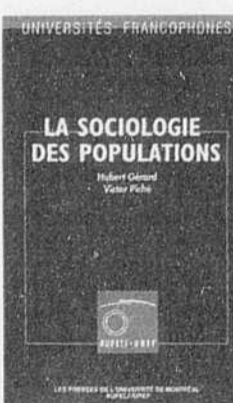
À l'occasion de la Semaine de la Francophonie



Agence
francophone
pour
l'enseignement
supérieur
et la recherche

Organisme de la Francophonie
dont le siège social
est situé à Montréal

L'AUPELF-UREF vous invite

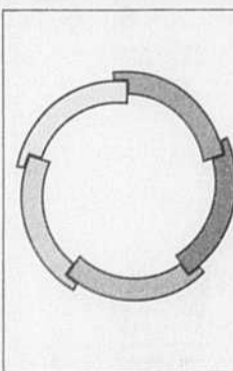


Mardi, le 19 mars à 17h30

Lancement de l'ouvrage *Sociologie des populations* des Pr Victor Piché de l'Université de Montréal et Hubert Gérard de l'Université catholique de Louvain

Endroit: Université de Montréal
Centre communautaire
Restaurant Le Doyen, local 4422
2332, boul. Édouard-Montpetit, Montréal

Prix: Entrée libre
Réservation auprès
de Mme Denise Harvey (514) 343-7842



Mercredi, le 20 mars
Journée de la Francophonie
à 12h30

Dîner-causerie *La Francophonie scientifique face à la mondialisation* avec Monsieur Philippe Ducray de la haute direction de l'Agence

Endroit: Place Dupuis, Hôtel des Gouverneurs
Salon La Capitale
1415, rue St-Hubert, Montréal

Prix: 25\$ le couvert
Prière de réserver auprès
de Mme Lucie Parent (514) 343-7232



Vendredi, le 22 mars de 13h30 à 16h30

Séminaire sur *La mobilité interuniversitaire au sein de la Francophonie*

Endroit: Université du Québec à Montréal
Pavillon Judith-Jasmin
Salle Marie-Gérin-Lajoie, Local J-M400
405, rue Sainte-Catherine Est, Montréal Métro Berri-UQAM

Prix: Entrée libre
Pour information, contacter
Mme Jocelyne Méthot (514) 343-7232



Du mercredi 20 mars au vendredi 22 mars,
de 9h à 17h

Exposition des publications de l'Agence et présentation de REFER, le réseau électronique francophone d'information au service des scientifiques
<http://www.refer.qc.ca>

Endroit: Université du Québec à Montréal
Pavillon Judith-Jasmin
Foyer de la salle Marie-Gérin-Lajoie
Local J-M400
405, rue Sainte-Catherine Est, Montréal
Métro Berri-UQAM

Tous les citoyens du Québec
forment le peuple québécois
et tous doivent être encouragés
à participer à l'avenir
de ce peuple.

Son développement harmonieux
doit reposer sur un réel sentiment
d'appartenance.

Pour y arriver:

*l'éducation est le creuset
de la culture commune
le français est la langue
commune des Québécois.*



**SOCIÉTÉ
SAINT-JEAN-BAPTISTE
DE MONTRÉAL**
Tél.: (514) 843-8851

• FRANCOPHONIE •

Érosion insidieuse à l'ONU

Les États francophones tentent de freiner l'effritement de l'usage du français au sein de l'organisation

JOCELYN COULON
LE DEVOIR

L'usage du français dans les organisations internationales est-il en régression? S'il faut en croire les États francophones membres de ces institutions, la réponse est oui. La situation est d'ailleurs à ce point critique que ces pays ont commencé à réagir. Ils veulent éviter que l'anglais ne s'impose définitivement comme seule langue des communications au sein des forums internationaux.

Le 2 novembre dernier, pour la première fois en cinquante ans d'histoire, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait une résolution visant à assurer l'égalité des six langues officielles de l'organisation — anglais, français, espagnol, russe, chinois et arabe. Le texte visait surtout à contrer la suprématie croissante de l'anglais. L'adoption de cette résolution faisait suite aux démarches du groupe des États francophones auprès des autorités de l'ONU pour qu'elles freinent l'effritement constant de l'usage du français dans le travail quotidien du Secrétariat et dans les débats entre pays au sein des divers comités de l'organisation.

Le groupe des États francophones a remarqué depuis quelques mois que le travail au sein des Nations unies «glissait sur la pente néfaste d'une pratique monolingue», pour reprendre l'expression d'un diplomate français. Tout se déroulait furtivement. Ainsi, lors d'un débat officiel au sein d'un comité de l'ONU, le président de la séance demandait aux représentants des États s'ils voulaient poursuivre les discussions après les heures de travail sans l'assistance des interprètes. Sachant que l'ONU n'a pas d'argent pour payer les heures supplémentaires, tous les participants acceptaient. Les discussions avaient inévitablement lieu en anglais. En une autre occasion, un document «officieux», comme par hasard rédigé uniquement en anglais, a été déposé rapidement pour que les diplomates l'analysent de toute urgence. La traduction viendrait plus tard, faisait-on savoir. Là encore, tous acceptaient cette procédure pour permettre d'accélérer la prise de décision.

Cette régression dans l'usage des autres langues officielles n'a pas été observée uniquement au siège de l'ONU. Ainsi, un mois avant l'adoption de la résolution sur le multilinguisme, le juge Jules Deschênes, qui siège au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI), à La Haye, avait dénoncé la prédominance croissante de l'usage de l'anglais dans les travaux du Tribunal, au détriment du français. À la suite d'une décision rendue uniquement en anglais par le TPI, le juge canadien a rappelé «la situation d'égalité du français et de l'anglais» comme langues de travail du Tribunal. En décrétant que la version anglaise de la décision était retenue comme authentique, le Tribunal se trouvait à reléguer le français «au rang d'un outil secondaire, au mépris de l'esprit et de la lettre des instruments sur lesquels le Tribunal doit régler sa conduite», écrivait le juge dans une déclaration.

Voilà des situations qui peuvent paraître banales, presque imperceptibles au quotidien, mais qui, de semaine en semaine, menacent de façon insidieuse le multilinguisme, cette richesse sans laquelle l'ONU et ses institutions spécialisées ne seraient pas des forums vraiment internationaux.

La contre-attaque des États francophones

Soucieux de faire respecter le principe de l'égalité des langues, les États francophones membres de l'ONU se sont réunis en juillet dernier pour préparer la contre-attaque. Selon Ridha Bouabid, directeur du bureau de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) à New York, les États francophones ont alors décidé d'élargir le débat sur l'usage des autres langues officielles.

«Bien entendu, les membres de la Francophonie avaient à l'esprit la défense de leur langue commune, dit-il. Mais il était fondamental de s'attaquer à la marginalisation des autres langues. Nous avons donc décidé d'inscrire le problème du multilinguisme à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée générale. Dès septembre, le groupe des États francophones s'est élargi pour inclure des États hispanophones. Puis, en octobre, la France et l'Argentine ont présenté un projet de résolution coparrainé par 58 pays.»

Le texte a rapidement reçu le soutien de pays arabophones et russophones. Lors de son adoption en séance plénière le 2 novembre, il a recueilli 100 voix. Trente-cinq pays ont voté contre et 29 se sont abstenus.

En plus d'exiger le respect du multilinguisme dans les travaux de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, la résolution demandait au secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, de «s'assurer que le personnel recruté par les différents organes de l'organisation



Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, devra s'assurer que le personnel maîtrise et utilise au moins l'une des six langues officielles, en plus du français ou de l'anglais.

Les pays francophones devraient se faire un devoir d'utiliser leur langue en toutes circonstances

maîtrise et utilise au minimum une des six langues officielles en plus d'une langue de travail — le français ou l'anglais — du Secrétariat». Elle invite aussi M. Boutros-Ghali à présenter dès septembre 1997 un rapport sur l'application de la résolution.

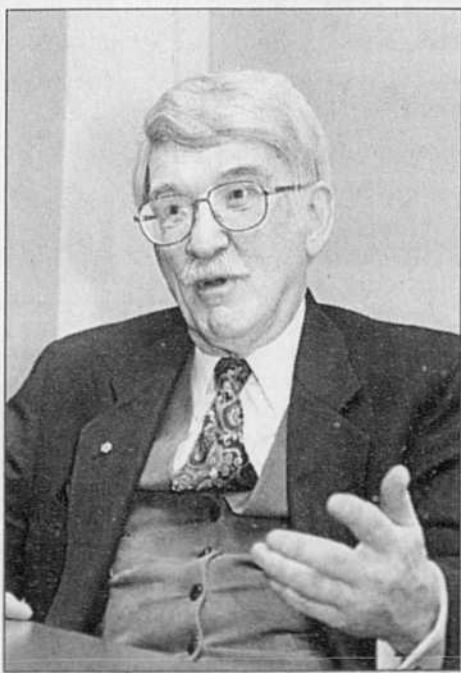
Le débat qui a précédé l'adoption de la résolution a été rude. Ainsi, le représentant des États-Unis a déclaré que son pays ne pouvait accepter le concept selon lequel le corollaire de l'universalité des Nations unies est le multilinguisme. Il a de plus affirmé qu'il n'y avait eu aucune évaluation des dépenses qu'occasionnerait cette proposition.

La réplique des États francophones a été cinglante. Ils ont souligné que l'universalité de l'ONU implique pour chaque État, «quelle que soit la langue officielle dans laquelle il s'exprime, le droit et le devoir de se faire comprendre et de comprendre les autres». En ce qui concerne les coûts, ils ont fait remarquer que l'usage des langues officielles ne devait pas être à la merci des contraintes budgétaires.

«Nous devons tirer une sonnette d'alarme, dit M. Bouabid. Cela a été salutaire. Depuis l'adoption de la résolution, les choses ont commencé à bouger. Le service en français sur Internet a été rétabli, par exemple. L'ONU a promis d'étudier toute la question des services de traduction et d'interprétation.»

Selon M. Bouabid, les pays francophones doivent aussi faire leur examen de conscience. «C'est à nous de travailler dans notre langue et de ne pas abdiquer notre droit à l'utiliser en toutes circonstances», dit-il.

Le combat pour l'usage de la langue française n'est pas pour autant terminé. Plusieurs États francophones ont constaté que les organisateurs américains des Jeux olympiques d'Atlanta de juillet prochain ne faisaient pas grand cas de l'usage du français lors des cérémonies d'ouverture et pendant les compétitions. Ils craignent que les Jeux ne se déroulent uniquement en anglais. Certains voudraient rappeler aux Américains que l'article 17 des règlements du Comité international olympique (CIO) stipule que le français est la langue officielle des Jeux. On imagine l'embaras des Américains si les participants francophones exigeaient le respect intégral de cet article.



Le juge Jules Deschênes, qui siège présentement à La Haye, a dénoncé la prédominance croissante de l'usage de l'anglais au détriment du français dans les travaux du Tribunal pénal international.

TOUTES LES SEMAINES LA FRANCOPHONIE EST SUR TOUTES LES LÈVRES À LA SRC.

À la télévision :

L'accent francophone, le magazine des francophones hors Québec. Le samedi à midi. Au programme samedi prochain : le compte rendu de la semaine de la francophonie et une entrevue avec Antonine Maillet sa présidente d'honneur.

À CBF 690 :

Tournée d'Amérique met en lumière chaque semaine la vie des francophones du pays et rapporte les événements marquants des cinq continents. Le samedi à 16 h 04.

Au Réseau de l'information :

L'accent francophone sur RDI, donne l'essentiel de l'actualité des communautés francophones hors Québec. Le dimanche à 9 h.

Horizons francophones, c'est le grand bulletin des pays francophones des cinq continents. Le dimanche à 14 h.

LA FORCE D'UN RÉSEAU

SRC Télévision SRC Radio AM RDI

• SEMAINE INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE •

L'utilisation du français en science

Le Québec à l'avant-garde du débat

CLAUDE LAFLEUR
COLLABORATION SPÉCIALE

La recherche scientifique à l'échelle mondiale se fait en anglais. Personne ne pourrait contester ce fait. On constate que depuis plus d'un siècle, l'anglais domine largement les autres langues à travers la communauté scientifique. La situation du français ne diffère donc pas, à cet égard, de celle des autres langues.

«L'anglais est devenu à toute fin pratique l'espéranto de la science, constate Denis Gagnon, vice-recteur à la recherche de l'Université Laval. Il faut reconnaître, qu'on le veuille ou non, que les scientifiques à travers le monde utilisent l'anglais parce que c'est la langue commune», dit-il. M. Gagnon estime que c'est normal puisque l'objet de la recherche scientifique est avant tout de partager les connaissances.

«Mais cela n'empêche pas d'espérer que le français soit davantage utilisé en science», renchérit Germain Godbout, directeur général de l'ACFAS — l'Association canadienne-française qui a justement pour but l'avancement des sciences au Québec. «À l'ACFAS, nous acceptons le fait que l'anglais prédomine, tout en considérant que nos chercheurs ont deux responsabilités», précise-t-il.

«Tout d'abord, nos scientifiques doivent faire en sorte que la science québécoise soit diffusée à travers la communauté internationale, poursuit M. Godbout. Et nous n'avons rien contre le fait qu'ils utilisent à cette fin l'anglais. Mais nos chercheurs ont aussi une responsabilité envers leur communauté: celle d'enseigner et de travailler en français.» C'est d'ailleurs généralement le cas, soulignent à la fois Germain Godbout et Denis Gagnon.

Le Québec en pleine évolution

De surcroît, ce dernier constate que la recherche en français au Québec a fait des progrès considérables depuis vingt-cinq ans. «N'oublions pas que durant fort longtemps, pratiquement toute la science se faisait en anglais, rappelle-t-il. La recherche en français a littéralement explosé à la fin des années 60, lorsqu'on a mis sur pied les organismes de financement appropriés.»

M. Gagnon ajoute que les chercheurs francophones ont montré leur habileté à accomplir leur travail avec des collègues non francophones. «Je trouverais absolument malheureux qu'on puisse se priver de telles collaborations. C'est le cas notamment à l'Université Laval qui est, n'en déplaise à certains, le milieu le plus francophone en Amérique!», lance-t-il. Le grand nombre d'étudiants étrangers que nous avons maintenant [près de 2000] et de professeurs invités de l'étranger introduit un caractère nouveau, un caractère multiethnique, constate-t-il. Mais la recherche continue de se faire chez nous largement en français.

De son côté, le directeur général



PHOTO JACQUES NADEAU

La recherche en français a fait des progrès considérables depuis vingt-cinq ans.

de l'ACFAS constate que la communication en français des résultats de recherche tend à diminuer, particulièrement ces dernières années. «D'après les indices préliminaires dont nous disposons, les chercheurs semblent moins communiquer en français aujourd'hui qu'il y a cinq ans.» M. Godbout s'empresse néanmoins d'ajouter que, dans les faits, la situation du Québec n'apparaît pas différente de celle des autres pays francophones.

Par contre, il constate qu'au Québec, on est peut-être plus sensible à cette question qu'en Europe. Il rappelle ainsi que lorsque l'Institut Pas-

teur a décidé, il y a quelques années, de publier ses résultats en anglais, ce sont les Québécois qui ont réagi les premiers! (Sans pour autant faire changer d'idée la vénérable institution française...)

Le vice-recteur de l'Université Laval insiste sur l'importance de préserver, dans les milieux universitaires québécois, la capacité de former des chercheurs francophones. «Je considère que nous devons continuer d'assurer, avec beaucoup de fermeté, la formation de nos jeunes chercheurs en français. Autrement, nous aurons de sérieux problèmes...»

Des solutions... en attendant que le problème disparaisse

Du 19 au 21 mars, l'ACFAS organise un colloque portant sur l'utilisation des langues en science. Des spécialistes venus du monde entier présenteront les plus récentes données concernant non seulement le français mais également l'allemand, l'espagnol, le russe et le japonais, qui font eux aussi face à la prédominance de l'anglais.

«Notre rôle, relate Germain Godbout, est de favoriser une prise de conscience du phénomène. Nous allons de plus considérer le problème selon différents aspects. Nous allons

d'abord analyser les perspectives historiques en faisant état de l'évolution de l'utilisation des langues. Nous allons aussi aborder la question du point de vue sociologique: le scientifique dans son milieu. Il y a aussi l'aspect psychologique: comment se situe le chercheur, comme individu, dans tout cela. Le plan politique sera bien entendu considéré — comment des décisions politiques peuvent influencer l'utilisation d'une langue — ainsi que le plan économique, puisqu'il y a de gros sous derrière tout cela...»

Les organisateurs du colloque désirent aussi amener les participants à considérer des pistes d'avenir, notamment l'utilisation du français sur l'autoroute de l'information. «Nous savons que notre langue est peu présente sur Internet, précise M. Godbout. Mais Internet peut être une belle occasion de faire en sorte qu'au plan international, le français soit plus utilisé qu'il ne l'est présentement.»

Si le vice-recteur Gagnon est heureux qu'un colloque traite de l'usage des langues en science, il se demande néanmoins si le problème ne se règlera pas de lui-même. «J'ai l'impression, après avoir beaucoup discuté et beaucoup lu sur le sujet, que de plus en plus le "problème" s'estompera. Il me semble qu'avec les technologies de l'information qui se développent sans cesse, on s'en va vers la traduction ultrarapide des textes. Est-ce qu'un jour, donc, les chercheurs publieront dans leur langue alors que, tous, nous disposerons de traductions instantanées?»

Evidemment, nous n'en sommes pas encore là, mais qui peut imaginer les développements informatiques du début du prochain millénaire?

Profitez de la *Semaine internationale de la Francophonie* pour contribuer personnellement à l'enseignement et à la diffusion du français dans le monde. Aidez les enseignantes et enseignants moins bien nantis que vous en souscrivant une heure de votre traitement annuel.

Posez ce geste généreux de solidarité dès maintenant. Envoyez sans tarder votre contribution, avec vos nom et adresse, au

Fonds mondial pour l'enseignement du français

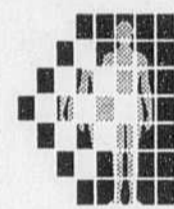
C.P. 9330, Sainte-Foy, Québec G1V 4B5

Vous recevrez un certificat de souscription et des reçus d'impôt fédéral et provincial (No d'enregistrement 0888552-21)

Pour des renseignements complémentaires:
☎ (418) 656-2059 - télécopieur (418) 839-7868

Hommage 

de l'Association des médecins de langue française du Canada



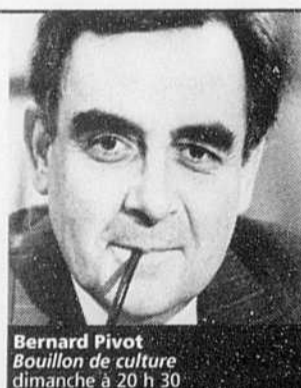
Wilhelm B. Pellemans, m.d.

Spécialiste chirurgie plastique et esthétique
Chirurgie de la main

Clinique chirurgicale St-Martin
1435, boulevard St-Martin Ouest, suite 303
Chomedey, Laval, Québec H7S 2C6

Sur rendez-vous
Tél.: (514) 669-1344

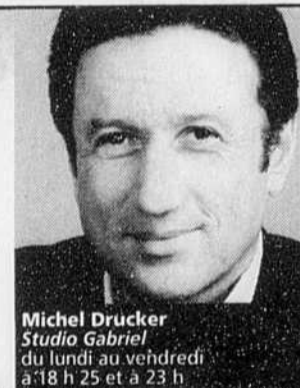
TV5



Bernard Pivot
Bouillon de culture
dimanche à 20 h 30



Michel Désautels
Visions d'Amérique
tous les jours à 17 h 30 et à 23 h 35



Michel Drucker
Studio Gabriel
du lundi au vendredi
à 18 h 25 et à 23 h



William Leymergie
Télématin
du lundi au vendredi à 7 h 30



Anne Sinclair
7 SUR 7
dimanche à 21 h 30



Bruno Masure
Le Journal de France 2
tous les jours à 19 h



Laure Adler
Le Cercle de minuit
du lundi au jeudi à 23 h 50

INCOMPARABLES!

Leurs émissions forgent le caractère exclusif de TV5.
Un style, un ton, une ambiance, une autre façon de voir,
une manière d'être.

Michel Therrien
SOS FRANÇAIS
Savoir orthographier les sons du français



96 pages, 14,95 \$

ENFIN!
un aide-mémoire
simple et pratique
consacré à
l'orthographe
d'usage

- 41 tableaux aide-mémoire qui décrivent tous les sons du français et les façons de les orthographier.
- Un livre qui s'adresse à tous ceux et celles qui, jeunes ou adultes, désirent connaître les bases de l'orthographe du français.



LES ÉDITIONS MICHEL THERRIEN INC.
Téléphone : (514) 434-3615
Télécopieur : (514) 434-5159

LES PRIX MIROIR DE LA CHANSON FRANCOPHONE

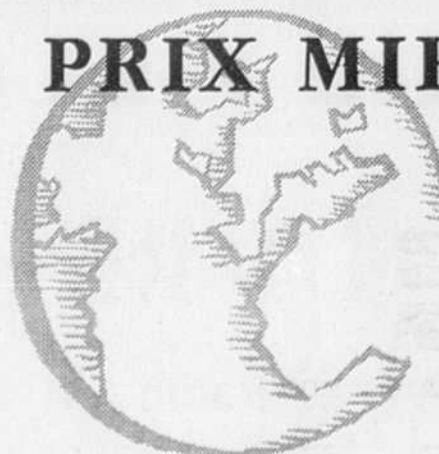
HOMMAGE AUX LAURÉATS 1995

Richard Desjardins et Abbittibbi

Trio Erik Marchand

Daran et les Chaises

Éric Lapointe



**Festival d'été
international
DE QUÉBEC**

• SEMAINE INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE •

Et vive Internet... en français!

Il est désormais possible de prendre l'inforoute uniquement en français

CLAUDE LAFLEUR
COLLABORATION SPÉCIALE

Il y a relativement peu de français sur Internet, dit-on. Ceci peut s'expliquer par le fait qu'Internet étant une invention des Américains, ceux-ci sont bien entendus présents depuis le début. En outre, l'anglais s'impose, la langue dans toute autre activité internationale, comme le langage commun à tous.

C'est ainsi qu'on échange instantanément sur Internet avec des Allemands, des Espagnols, des Japonais, des Russes et des Chinois par l'entremise de l'anglais. Évidemment, rien n'empêche les communications en n'importe quelle langue, du moment que tous se comprennent!

Comme avec tout ce qui touche Internet, la situation du français sur l'inforoute évolue rapidement. De fort nombreux sites sont nés au cours des douze derniers mois — si ce n'est même depuis l'automne — de sorte que certaines critiques formulées le printemps dernier ne sont plus valables aujourd'hui.

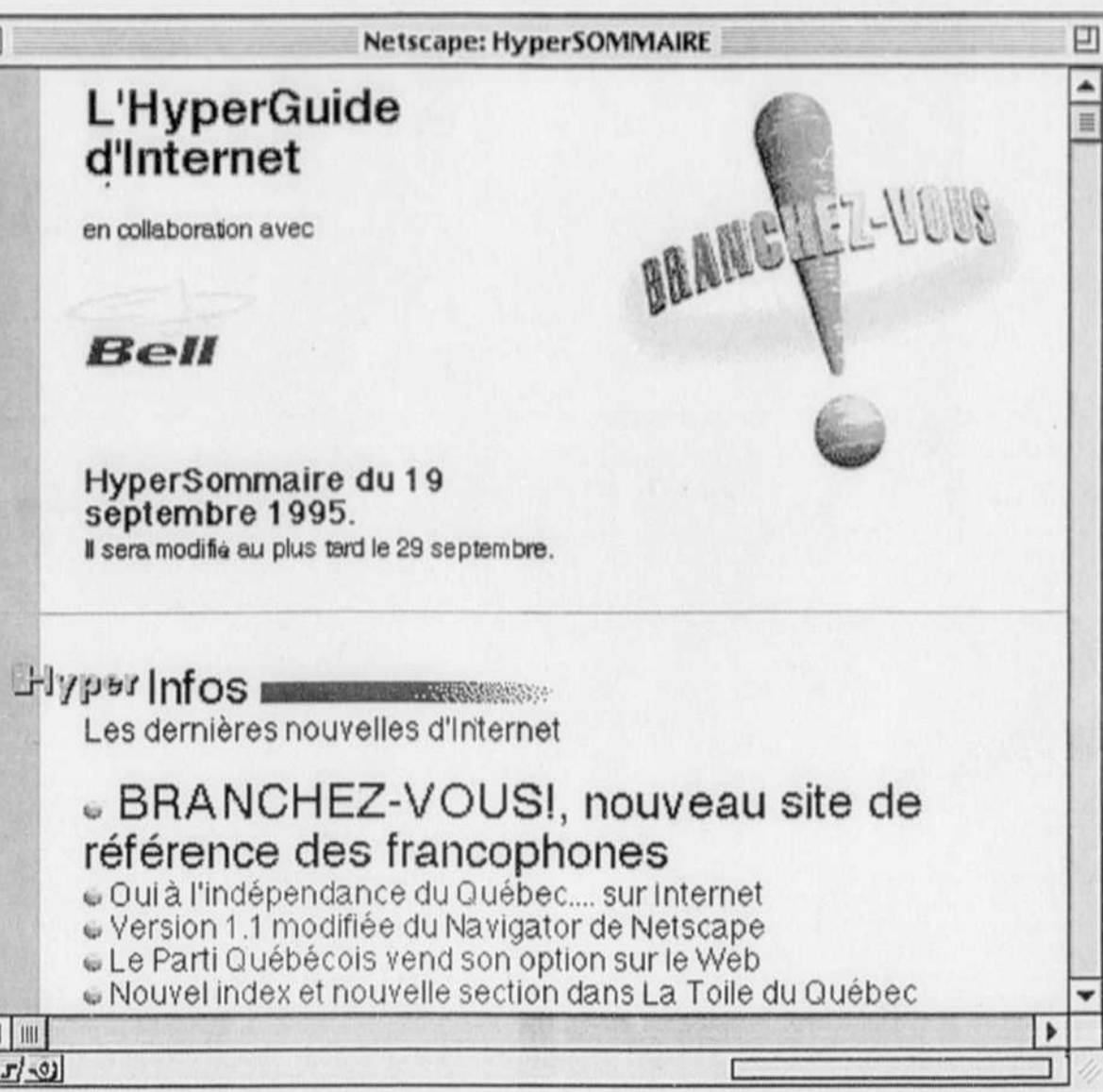
Il existe en effet un large éventail de sites francophones sur le Net. Le Québec est d'ailleurs fort actif en ce domaine puisqu'on y trouve une gamme de forums de discussion et quantité d'information touchant pratiquement tous les sujets. Il est par conséquent tout à fait possible de s'«alimenter» sur Internet uniquement en français.

L'Internet en français seulement

Le meilleur point de départ pour naviguer sur l'inforoute en français est sans doute la page intitulée *La Toile du Québec*. Celle-ci donne accès à un nombre impressionnant de sites francophones.

Illustrons l'étendue des choix qui s'offrent à l'utilisateur. Lorsque vous accédez à cette page, vous obtenez un premier menu de treize choix, à savoir: affaires et commerces, arts et culture, éducation, gouvernement et partis politiques, Internet, informatique, travailleurs autonomes, médias et «e-zines», sciences et recherche, société, sports et loisirs, tourisme, villes et régions, et finalement «Qui est là?»

En cliquant sur l'un de ces choix, vous arrivez à un autre menu. Par exemple, en cliquant sur «Arts et culture», on aboutit à six choix: bibliothèques, cinéma et vidéo, divertissement et humour, édition et littérature, musées et musique. Et en cliquant par exemple sur «Cinéma et vidéo», on obtient la liste de nombreux sites, dont la chronique de cinéma de Caroline de la Ronde, la page du Festival des films du monde, le Répertoire des pigistes en cinéma et en vidéo de la région de Québec, et même la page du film *Screamers* qui, annonce-t-on, propose des biographies commentées des vedettes, extraits vidéo-audio du film, extraits du scénario, entrevue



Il existe un large éventail de sites francophones sur le «Net». Le Québec est d'ailleurs fort actif en ce domaine, puisqu'on y trouve des informations touchant pratiquement tous les sujets.

L'HyperGuide d'Internet

en collaboration avec

Bell

HyperSommaire du 19
septembre 1995.

Il sera modifié au plus tard le 29 septembre.

Hyper Infos

Les dernières nouvelles d'Internet

BRANCHEZ-VOUS!, nouveau site de référence des francophones

- Oui à l'indépendance du Québec... sur Internet
- Version 1.1 modifiée du Navigator de Netscape
- Le Parti Québécois vend son option sur le Web
- Nouvel index et nouvelle section dans La Toile du Québec

me) et *Noranet* (commerce), tous premiers dans leurs catégories respectives. C'est sans compter les sites qui, sans l'emporter, ont tout de même fait bonne figure: *Tintin*, *La Page du peuple de François Pêrusse*, *Cyberscol* et le *Guide touristique du Québec*.

Au niveau de la francophonie, le Québec est incidemment fort actif sur le Net, comme le confirme Marie-Josée Poisson, de TV-5 Québec-Canada — le réseau des télévisions francophones qui diffuse dans une centaine de pays. Le pôle canadien de TV-5 a créé il y a tout juste un an son site Internet afin de faire connaître sa programmation. «À l'époque, relate Mme Poisson, nous avons demandé à nos collègues européens s'ils étaient intéressés à se joindre à nous.

Mais comme l'engouement pour Internet n'avait pas encore traversé l'Atlantique, ils ont décliné l'offre... »

Le site de TV-5 sert notamment à faire connaître l'horaire des émissions à la communauté francophone à travers le Canada. Mme Poisson explique qu'au Québec, cet horaire est publié par bon nombre de médias, ce qui n'est pas le cas pour le reste du Canada. «Internet nous a permis de contourner ce problème. Ainsi, les professeurs et les associations francophones hors Québec qui sont branchés à l'inforoute reproduisent l'horaire de nos émissions et le distribuent aux intéressés qui veulent suivre la programmation de TV-5... »

«Internet s'est révélé extrêmement efficace dès le début, poursuit-elle. Notre site est entré en service le 10 avril 1995 et, dès le premier mois, nous avons eu 13 000 consultations. Nous en avons maintenant 60 000 mensuellement. Et, par courrier électronique, on nous envoie énormément de rapports élogieux!»

Mme Poisson relate finalement que les autres TV-5 du monde — Amérique latine, Caraïbes, Afrique et Europe — éprouvent les mêmes problèmes de diffusion de leur horaire. «Par conséquent, à partir du mois prochain, notre site au Québec hébergera les grilles de tous les TV-5 de la planète!»

1 — Ceux et celles qui ne sont pas friands du charabia Internet peuvent aisément accéder au site à l'aide de la fonction «Recherche» de leur logiciel de navigation. Il suffit de taper les mots *Toile du Québec* et la page apparaît à l'écran. On peut aussi configurer ce logiciel afin que, lorsqu'on accède à Internet, la Toile du Québec apparaisse automatiquement à l'écran. Dès lors, on navigue aisément en français...

Pour le dire en français

Traductions Serge Bélair Inc.

244, rue Saint-Jacques, bureau 300

Montréal (Québec) H2Y 1L9

Téléphone : (514) 844-4682

Fax : (514) 844-5983 • Internet : s_belair@vir.com

Traductions d'affaires

Affaires de traduction

(ENTRE PARENTHÈSES)



(ENTRE PARENTHÈSES)

(ENTRE PARENTHÈSES), UN MAGAZINE ENTIÈREMENT CONSACRÉ À L'APPRENTISSAGE ET AU PERFECTIONNEMENT DU FRANÇAIS POUR TOUTS CEUX QUI AIMENT LA LANGUE FRANÇAISE OU... POUR TOUTS CEUX QUI VOUDRAIENT L'AIMER.

EN VENTE DANS LES LIBRAIRIES ET LES KIOSQUES À JOURNAUX. POUR OBTENIR PLUS DE RENSEIGNEMENTS OU POUR VOUS ABONNER, TÉLÉPHONEZ AU (819) 684-8785, ENVOYEZ UNE TÉLÉCOPIE AU (819) 684-5837 OU ÉCRIVEZ À :

(ENTRE PARENTHÈSES)

C.P. 433

AYLMER (QUÉBEC)

J9H 5E7

JE VOUS ENTENDS CHANTER

UNE EXPOSITION PRÉSENTÉE
JUSQU'AU 20 OCTOBRE 1996

Expression d'une identité
culturelle et sociale,
la chanson québécoise
entre au Musée
par la grande porte.
Une exposition à entendre!
Une fête du son
et de la parole d'ici.

MUSÉE DE LA
CIVILISATION

85, rue Dalhousie, Québec
Tél. : (418) 643-2158

Le Musée de la civilisation est subventionné par le ministère de la Culture et des Communications.

Le français est fait de lettres... et de chiffres

Il vit de l'amour de 4 % de Nord-américains dont la culture se distingue.

Il est protégé fièrement par la solidarité de 7 millions de Québécoises et de Québécois.

Il est la vie d'un peuple et sa survie tient à la lutte individuelle et collective de femmes et d'hommes de parole.



CENTRALE DES SYNDICATS DÉMOCRATIQUES

• SEMAINE INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE •

La langue de la pub

En publicité, même les amateurs du français doivent composer avec le langage populaire

LOUISE JACQUES
COLLABORATION SPÉCIALE

«Si t'en as assez... «Jamais mal prix»... «Tasse-toi mon oncle»... Nous pourrions également ajouter: «Allez voir dehors si vous y êtes» ou «La madame était contente!»

Nous avons là quelques extraits de messages publicitaires qui écorchent légèrement, avouons-le, la langue française. Et on pourrait facilement allonger la liste: l'altération, l'anglicisme, l'élimination discutable, le jeu de mots qui convie à la faute d'orthographe, le niveau de langue familier, voire populaire, l'impératif frisant la grossièreté ou la syntaxe défaillante émaillent fréquemment le discours publicitaire.

Si de tels accros sont la plupart du temps délibérés (nos «fous de la pub» n'éprouvent en général aucun scrupule à jongler avec les normes du français), ils peuvent dans certains cas émaner de traducteurs peu familiers avec la langue française ou de commerçants qui, avec ou sans l'aide des gens des médias, s'improvisent spécialistes dans un métier qui n'est pas le leur («La *Personals* constitue pour votre serviette ou à votre tampon un écran...»).

«Bien qu'elle soit une communication de masse, la publicité essaie toujours de se rapprocher de la communication informelle», explique Claude Cossette, fondateur du Mondial de la publicité francophone (mais aussi de la célèbre agence qui porte encore son nom). «Ainsi, pour faire croire qu'il s'agit d'une communication intime, elle recourra plus facilement à des anglicismes ou à des mots un peu grossiers que l'on utilise dans l'intimité.»

Persuader...

Bref, on verse dans l'écart afin de mieux persuader, une tactique si efficace qu'elle laisse perplexe plusieurs parents et enseignants. «Des pubs qui m'auraient fait rire il y a dix ans m'horripilent maintenant», raconte Marie Dubois, maman de Sandrine, 12 ans. Car malgré tous mes efforts, ma fille parle de plus en plus à la façon des messages publicitaires. «Les jeunes reprennent les slogans parce qu'ils aiment bien pouvoir placer de nouvelles expressions», ajoute Line Ross, professeur en information et communication à l'Université Laval. A plus forte raison lorsque le choix et l'agencement des mots, le ton et la prononciation frôlent l'absurde, voire l'horreur, ce que les publicitaires savent pertinemment. Mais se soucient-ils de l'influence négative qu'ils ont parfois — l'inverse est également vrai — sur la qualité de la langue française?

«Le publicitaire n'est pas un éducateur, répond Claude Cossette. Il est payé par un client qui a un produit à vendre. Son travail consiste donc à être le meilleur porte-voix possible et, par conséquent, il

n'a que des préoccupations de persuasion.» Tout de suite après, il nuance ses propos en précisant que maints rédacteurs et visualistes sont constamment déchirés entre leur rôle de persuadeur et leurs valeurs personnelles. «Parce que ces gens sont des artistes au fond de l'âme.»

... se torturer

C'est notamment le cas de Paul Lefebvre qui, bien avant de se joindre à l'équipe de Cossette-Communication, d'abord comme rédacteur puis à des postes de direction, aimait déjà passionnément la langue française. Ce qui ne va pas sans amplifier le lot de frustrations, surtout lorsqu'un client insiste pour faire insulte à la langue ou que le message finalement diffusé ne correspond plus à celui que l'on a rédigé. Heureusement, il arrive qu'un client accepte notre point de vue et nous laisse maintenir la qualité linguistique de nos textes.

Règle générale, toutefois, même les amateurs du français doivent composer avec le langage populaire. Une tâche ardue, certes, mais pas irréalisable, croit Paul Lefebvre. «Bien sûr, il faut parfois se permettre de pe-

tites entorses, mais personnellement, j'ai toujours tenté de respecter la langue.» A titre d'exemple, il rappelle l'un de ses fleurons: *Prenez le tour du Québec*. «C'est un petit jeu de mots facile mais qui ne détruit rien.»

Cela dit, on est généralement d'avis qu'au Québec, la publicité francophone se porte de mieux en mieux. Pour Claude Cossette, la quantité de publicités québécoises va croissant; Paul Lefebvre pense que le pourcentage de pubs qui égratignent sérieusement le français reste peu élevé et qu'en général la qualité du discours publicitaire s'améliore.

Guido Rousseau, un professeur à l'Université du Québec à Trois-Rivières qui vient de terminer une recherche sur la montée de l'intime dans la publicité, note que le langage publicitaire d'aujourd'hui est loin d'être chaotique comme celui du milieu du siècle. «En 1950, rappelle-t-il, il arrivait encore fréquemment qu'une annonce traduite en français soit assortie d'un slogan en anglais.»

... s'améliorer

«Selon moi, poursuit le professeur Rousseau, l'évolution de la qualité de la langue a un rapport avec l'évolution sociale et culturelle. Et je suis d'avis que mieux le publicitaire connaît les ressources linguistiques de sa langue, plus il connaît le rapport entre sa langue et sa société, et plus la langue publicitaire respectera les normes linguistiques et celles de la culture.»

Sans aller aussi loin, Paul Lefebvre considère que bien des concepteurs-rédacteurs auraient effectivement avantage à mieux maîtriser les techniques qui permettent d'écrire comme l'on parle, mais tout en respectant les normes linguistiques ou, à tout le moins, sans outrepasser celles de l'usage: «Les concepteurs publicitaires sont souvent très attirés par la formule-choc, au point de sombrer dans le jeu de mots facile. Mais quand vient le temps de rédiger un texte sous ce beau titre d'annonce, alors c'est une autre histoire...»



Jeu de mots et anglicisme combinés, ou comment faire d'une pierre deux coups! Les Français en raffolent.

«Le publicitaire n'est pas un éducateur... il est payé par un client qui a un produit à vendre»

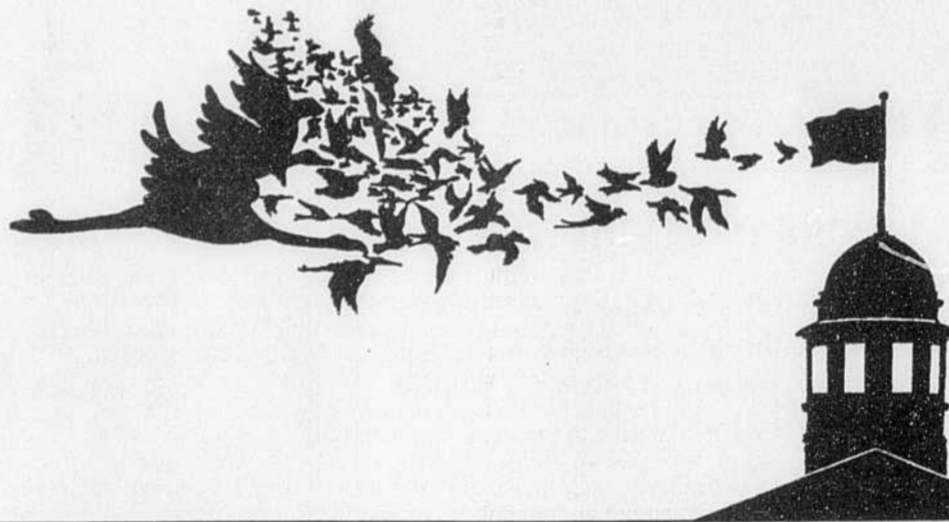


Manquez pas le meilleur... Le lait.

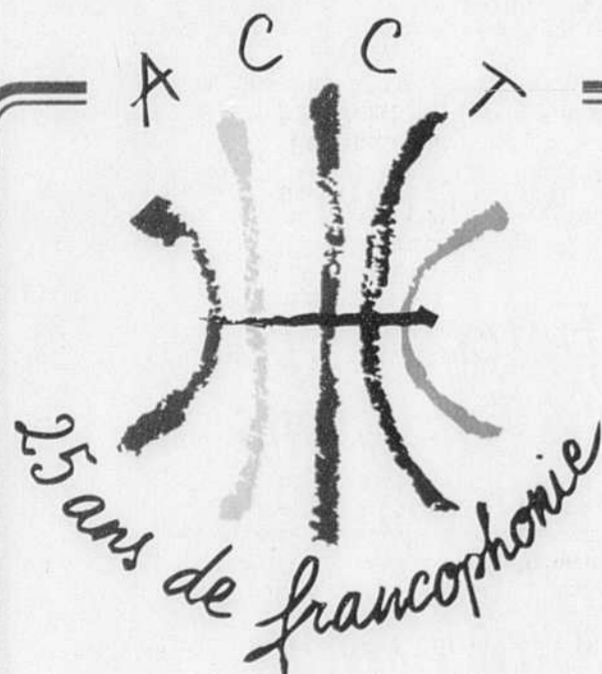
«On parle comme on parle», même dans la pub...

64° CONGRÈS DE L'ACFAS

Montréal, du 13 au 17 mai 1996
Université McGill



À l'occasion de son 175e anniversaire, McGill, université de langue anglaise, accueillera pour la première fois la plus importante manifestation scientifique d'expression française en Amérique du Nord : le congrès annuel de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences.



pour l'Agence de la Francophonie,
le premier impératif c'est...

LE DEVOIR ...de solidarité

AGENCE DE COOPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE, ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE DE LA FRANCOPHONIE,
13, quai André-Citroën, 75015 Paris (France), téléphone : (33-1) 44 37 33 00, télécopie : (33-1) 45 79 14 98, Internet : www.francophonie.org

PARIS - BORDEAUX - QUÉBEC - HULL - NEW YORK - LOMÉ - LIBREVILLE - GENÈVE - HANOI